

pagnies. Dans les zones où elle exerce son influence, la NTC favorise l'apparition d'une bourgeoisie rurale et certains des petits paysans sont prolétarisés : elle reproduit ainsi au sein de la paysannerie les structures sociales capitalistes.

L'enjeu reste en effet l'intégration des paysans dans le système capitaliste. Celle que permet l'agriculture sous contrat est lente et graduelle. Incomplète, elle dépend en quelque sorte de la façon dont les paysans eux-mêmes organisent leur

production. Mais cette intégration n'en est pas moins réelle, à des coûts sociaux relativement faibles, sans désorganisation notable de la production ; et ce n'est pas là l'un des moindres avantages qu'y trouvent les compagnies qui la pratiquent.

Emmanuel Nabuguzi

(6) G. Hyden, « La crise africaine et la paysannerie non capturée », *Politique africaine*, n° 18, 1985, pp. 93-113.

Les petites îles modèles

ACHEVANT de parcourir, en janvier 1975, l'archipel du Cap-Vert qui devait accéder moins de six mois plus tard à l'indépendance, nous eûmes un certain mal à trouver le ton d'usage pour des vœux de réussite, quand vint le moment de prendre congé des futurs dirigeants de ce pays : notre voyage nous avait laissé une trop grande impression de désolation. Partout, dans les neuf îles habitées de cet archipel étalé en plein océan à 500 km de Dakar, nous n'avions quasiment traversé que terres assoiffées, fragiles, soulevées par le vent, où l'implacable sécheresse avait fait disparaître jusqu'au moindre chant d'oiseau, et villages privés de leurs hommes valides, partis gagner sous des cieux plus cléments la pitance de leur famille. Trop rares étaient devenues les vallées encore irriguées, avec

leurs verts tapis de canne et de bananiers, dont l'apparition au détour d'une route offrait à l'œil avide du voyageur le même plaisir précieux que l'arrivée sur une oasis saharienne.

Durant cinq siècles, dans cette possession atlantique qu'il avait pourtant lui-même peuplée avec des captifs pris sur la côte ouest-africaine, le colonisateur s'était contenté de profiter d'une escale commode pour ses navires et d'un point de transit pour les esclaves expédiés vers les Amériques. Il y avait aussi constitué au fil des temps, grâce aux métis nés des amours des captifs implantés là pour produire la nourriture nécessaire — ces terres volcaniques étaient alors d'une remarquable fertilité — avec leurs maîtres ou avec des marins et aventuriers de passage, une réserve de main-d'œuvre auxiliaire apte à ser-

vir dans l'administration et le commerce de ses autres colonies d'Afrique.

Sur place, peu de tentatives avaient été faites pour développer l'archipel, à part la culture de la canne à sucre et la récolte de l'orseille, très prisée par les teinturiers européens. Ainsi, de 1469 à 1916, les esclaves puis les hommes libres les plus pauvres furent-ils envoyés, encordés, cueillir ce lichen sur les parois maritimes abruptes des montagnes. Au XIX^e siècle on exporte aussi une variété de ricin d'Amérique qui intéressait les pharmacies et savonneries d'Europe. Mais ce commerce était déjà près de sa fin : d'autres produits de teinturerie remplacèrent l'orseille, l'huile d'arachide eut raison du ricin et les sucres, d'un meilleur rapport qualité-prix, des grands pays industriels portèrent un coup mortel à celui de la canne capverdienne. L'inadaptation du Portugal à suivre le progrès ne devait pas épargner davantage le port naturel de Mindelo, dans l'île septentrionale de Sao Vicente, qui allait manquer le tournant imposé par la nouvelle navigation au mazout.

Si l'orseille ne tuait plus, des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes faisaient des victimes par dizaines de milliers. Amorcée au XVII^e siècle, l'émigration finit par constituer, aux XIX^e et XX^e, l'unique recours pour ces paysans pourtant réputés durs à la tâche. Les îles de Brava et de Fogo, par exemple, implantèrent aux États-Unis une colonie, maintenant aussi nombreuse que la population restée dans l'archipel, estimée à 350 000 personnes environ. L'Europe et l'Afrique aussi reçurent leur lot de ces déshérités. Pour ces derniers, cela valait toujours mieux que l'émigration organisée par le

colonisateur vers ses plantations d'Angola, ou pis encore de Sao Tomé dont le climat équatorial très humide exerçait des ravages sur leur santé.

Aussi, les plus dynamiques étant partis, souvent définitivement, la plupart des habitants du Cap-Vert (dont 70 % étaient analphabètes) ne vivaient-ils plus, à la veille de l'indépendance, que des envois d'argent des émigrés et des subsides d'un programme de pavage de routes destiné à secourir les chefs de famille démunis — dont nombre de femmes. Conçus pour résorber le chômage rural, ces travaux publics d'un autre âge n'avaient guère de sens dans la mesure où ils dotaient d'infrastructures des régions trop désolées pour pouvoir en profiter, alors que celles qui avaient conservé quelques cultures manquaient de voies pour les commercialiser. Et cette ineptie entretenait forcément chez les travailleurs un esprit de démobilisation.

Vu la persistance de la sécheresse et la situation qu'ils allaient avoir à gérer lorsque l'archipel deviendra, le 5 juillet 1975, une République indépendante, les futurs dirigeants avaient tout lieu de s'inquiéter. Le colonisateur lui, pris par ses propres problèmes, ne montrait pas de complexes à laisser l'archipel dans un tel dénuement et certains Portugais prônaient des solutions assez radicales au problème capverdien. Déjà, en 1974, le ministre de la Coordination interterritoriale de l'époque nous avait franchement exposé que c'était le Portugal qui avait peuplé ces îles vierges et que, quand il partirait, leurs habitants n'auraient qu'à faire de même ! Pour aller où ? M. Almeida Santos ne le disait pas... Il devait pourtant reconnaître

devant nous, quelques années plus tard, qu'il s'était trompé...

C'est qu'entre-temps les nouveaux dirigeants avaient accompli quelques prodiges, malgré la sécheresse et leur manque de moyens. Pas de très grandes réalisations, bien sûr, mais des actions importantes et symboliques tendant à prouver à des populations démoralisées, mais très attachées à leurs quelques arpents de terre, que leur pays n'était victime d'aucune fatalité et qu'il pourrait continuer d'exister si chacun retroussait ses manches. Ainsi, s'ils avaient dû poursuivre le programme d'assistance, les gouvernants avaient su redonner aux travailleurs le sens de la productivité en l'orientant vers ses œuvres utiles : recherches et adductions d'eau, construction d'habitations et infrastructures sociales, assainissement des villes, installation de cultures en terrasses sur les flancs des montagnes, création de pépinières, élargissement des grandes voies routières, reboisement intensif, élévation de digues coupant les vallées pour empêcher les pluies (rares mais violentes) d'entraîner la terre vers la mer et pour permettre les infiltrations nécessaires à des cultures maraîchères.

Les Capverdiens sont maîtres dans l'art d'utiliser les roches de leurs montagnes. Ils savent dresser sans mortier des murets réguliers et solides, et nous avons pu constater après de fortes précipitations combien les petites digues du haut des vallées, construites selon cette technique de la pierre sèche, étaient résistantes. Pour les ouvrages plus importants, on utilise des gabions, conteneurs de grillage emplis de cailloux et, là encore, c'est la terre accumulée dans les interstices par l'effet du ruissellement qui fait office de mortier, le ciment n'étant

employé que pour les grands barrages. Dès que la hauteur du terrain déposé en amont des digues l'exige, on les surélève, de manière à constituer des jardins aisément irrigables grâce à l'eau retenue à une faible profondeur.

A part les îles orientales de Sal, Maio et Boavista, plates, sableuses et d'ailleurs peu peuplées, l'archipel est montagneux mais rares y sont maintenant les sources. L'île de Santo Antao, la plus septentrionale et la moins touchée par la sécheresse, fait encore chanter quelques vestiges de cascades qui alimentent de belles terres encaissées, très verdoyantes ; c'est naturellement là qu'ont le mieux rendu les opérations de reboisement : de l'indépendance à 1986, six millions d'arbres ont été plantés sur 22 000 ha à travers tout le Cap-Vert et beaucoup ont survécu. Brava, l'« île aux fleurs », avait aussi une assez belle végétation, du fait des nuages encapuchonnant souvent ses hauteurs habitées et plantées, avant que le cyclone « Beryll » la ravage en 1982. Fogo bénéficie également à une certaine altitude de phénomènes de condensations qui font notamment pousser, dans la terre noire d'anciens cratères et sur leurs flancs, la vigne et le café ; mais plus bas, sur le plateau de l'ouest, il faut procéder au coûteux pompage d'une source qui a choisi de jaillir au niveau de la mer et que les experts craignent de perdre en la captant ailleurs. Quant à Sao Nicolau, malgré le manque de main-d'œuvre masculine dû à l'émigration, la coopération française a pu y réaliser quelques forages et creuser une galerie de plus de deux kilomètres pour leur exploitation. Ce sont les quatre îles les moins « assoiffées ».

Parfaitement sèche — on y use parcimonieusement de l'eau pro-

duite par une usine de dessalement —, Sao Vicente, tournée vers son port, n'a de toute façon pas vocation à cultiver ; ce qui n'est malheureusement pas le cas de Santiago, la plus vaste terre, à l'origine du peuplement de toutes les autres, restée la plus habitée, avec 150 000 personnes. Si le tiers de la population vit à Praia, la capitale, les terrains de l'intérieur, qui fournissaient traditionnellement l'essentiel du maïs et des haricots composant la base de la nourriture dans l'archipel, ont été l'objet d'actions de bonification. L'absence de véritables saisons des pluies n'a pas permis d'en voir tous les résultats — le pays doit encore importer 80 % de son alimentation — mais les jardins gagnés grâce aux digues et au reboisement, qui devraient améliorer progressivement le climat, ont déjà adouci la sévérité du décor.

Le plus gros des effectifs des fronts de travail, qui engagent parfois les forces armées et des volontaires, est fourni par le programme de secours aux chômeurs. Il emploie 22 000 personnes, soit 27 % de la population active, et représente 20 % des investissements publics. Une bonne part des fonds nécessaires vient de la vente de l'aide alimentaire offerte par la communauté internationale ; la jeune république a en effet estimé que la dignité et le dynamisme des travailleurs de ce programme seraient mieux assurés par le paiement de salaires leur permettant d'acheter leurs aliments qu'en les leur distribuant. Un peu perplexes au départ, car souvent échaudés ailleurs, les pays donateurs ont pu vérifier que leur aide était correctement utilisée et que l'organisme chargé de l'insérer dans le circuit commercial privé interdisait toute spéculation par un contrôle des prix au détail.

Après quelques années de rudes efforts, un grand pas avait été accompli par les dirigeants capverdiens, désormais connus pour leur sérieux et leur probité : ils avaient prouvé que leur pays, sauvé d'une dégradation avancée par une population courageuse et décidée — dont les deux tiers ont moins de trente ans —, existait et méritait d'être assisté dans sa lutte. Et il le fut, en effet, du moins en ce qui concernait le combat pour l'eau, contre la famine et l'érosion. Puis la persistance de la sécheresse a convaincu ces dirigeants, soucieux d'échapper aux aléas d'une production agricole ne leur permettant pas de sortir de la dépendance de l'aide alimentaire étrangère, de la nécessité de créer d'autres sources de revenus pour se donner les moyens d'acquérir régulièrement la nourriture nécessaire. Ainsi se sont-ils également occupés du développement des secteurs secondaires et tertiaires, lesquels n'employaient respectivement au moment de l'indépendance que 2 et 7 % de la population active.

Si le Cap-Vert connaît bien des problèmes du fait de la distance qui sépare ses îles, il en tire au moins l'avantage de disposer en mer d'une zone économique exclusive de 630 000 km². Ces eaux, sauf le long des côtes, sont très riches en poissons d'espèces recherchées, ce qui a amené des experts islandais et suédois à venir étudier la façon de faire passer de 13 000 (en 1985) à 100 000 tonnes le produit de la pêche : expansion qui présuppose la multiplication de la flotte actuelle de 23 chalutiers et la modernisation des 1 200 barques, dont le tiers, voici peu, voguaient encore à la rame.

Depuis 1983, une société essaie aussi, dans le port de Mindelo, de tirer parti de la position maritime

du pays : la Cabnave, à laquelle participent Portugais et Hollandais, y a ouvert un chantier de réparation navale qui a du mal à prendre son essor du fait de la crise mondiale et de la concurrence, assez forte dans la région.

Pauvrement doté en industries à son indépendance — pour l'essentiel, les Salins du Midi installés à Sal (production actuelle : 25 000 tonnes par an) et une minoterie — le Cap-Vert a favorisé la création de petites manufactures à la mesure de ses possibilités de gestion : matériaux de construction, agro-industrie, brasserie, vêtements, chaussures, ustensiles d'aluminium... Elles réduisent d'autant les importations et surtout, avec le bâtiment et les transports, elles fournissent des emplois à une population qui s'accroît au rythme soutenu de 3,1 % par an ; un taux assez courant en Afrique, mais ici la mortalité infantile est moins forte (81 ‰) et l'espérance de vie plus longue (61 ans), progrès qui s'accroîtront du fait du nombre des médecins, passé de 13 à 104 depuis l'indépendance. Inquiet, le gouvernement a dû affronter le courroux d'une Église très puissante (95 % de catholiques, la plupart fervents) et légiférer pour encourager la contraception et autoriser l'interruption volontaire de grossesse.

Comment aurait-il pu éviter ce heurt, alors que le 1^{er} Plan économique (1982-1985), qui prévoyait la création de 6 000 emplois, n'en a généré que 3 500, avec une croissance annuelle de production qui n'a pas dépassé les 3 % ? Il est vrai que ce Plan n'avait pu bénéficier que de 67 % des sommes prévues, en raison de la sécheresse bien sûr, et du retard pris par les investissements dans les domaines de la pêche, du tourisme et de l'industrie.

Mais où trouver des capitaux ? Il y a bien le flux d'argent des émigrés, que l'arrivée au pouvoir de dirigeants appartenant pour bonne part au PAIGC (1), pourtant qualifié de « rouge » en raison du soutien apporté par l'URSS à sa lutte armée contre le colonisateur en Guinée-Bissau, n'a pas tari — de dix millions de dollars en 1973, il est même passé à une trentaine de millions en 1983. Les Capverdiens de l'extérieur, dont on situe le nombre entre 450 000 et 700 000, selon que l'on compte ou non ceux qui ont une autre nationalité, continuent en effet à aider leur famille, mais cet argent va surtout au bâtiment et aux produits de consommation — obligeant d'ailleurs le Cap-Vert à des importations nombreuses et variées, s'il ne veut pas voir arriver des colis de marchandises au lieu des précieuses devises. Pour amener les émigrés temporaires à investir et à thésauriser au pays, des mesures de facilités fiscales et des taux d'intérêt privilégiés ont été étudiés ; la crise mondiale, qui frappe maintenant les Capverdiens partis travailler à l'étranger, risque toutefois d'en amoindrir l'effet.

De même, le gouvernement s'est-il montré conciliant à l'égard de la bourgeoisie (2 % de la population), propriétaire des meilleures terres, surtout dans les îles du sud, qu'elle faisait cultiver par des fermiers et des métayers. Il s'est

(1) Dirigé successivement par Amilcar Cabral, puis, après son assassinat à Conakry en 1973, par Aristide Pereira, actuel président capverdien, le Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert n'a jamais combattu par les armes dans l'archipel, mais y comptait de nombreux militants. Il a éclaté en 1980, avec le renversement de Luiz Cabral, frère d'Amilcar, qui était chef de l'État en Guinée-Bissau. Au Cap-Vert son sigle est maintenant PAICV.

notamment borné par la réforme agraire à obtenir une exploitation effective de ces terres, des contrats de location moins léonins et un partage plus équitable des points d'eau. Néanmoins la sécheresse n'a laissé à ces gros propriétaires que des ressources réduites et la plupart n'ont guère les moyens de se lancer dans des activités du secondaire et du tertiaire.

Aussi est-ce pour l'heure à l'État d'investir ou de trouver des partenaires étrangers pour développer ces secteurs. Globalement, l'aide extérieure est importante : *per capita* elle était évaluée en 1983 à 130 dollars par an, soit près de la moitié du PNB individuel moyen ; mais, comme nous l'avons relevé, il s'agissait essentiellement d'une aide alimentaire et à l'agriculture. Si elle n'a pas manqué, c'est parce que le gouvernement capverdien s'est toujours fait une règle de bien l'utiliser ; mais il faut remarquer qu'il a toujours voulu rester en mesure de la gérer lui-même, ne demandant jamais pour un projet plus qu'il ne pouvait contrôler par ses propres moyens. Pour cette même raison — et pour éviter toute concurrence ou surenchère —, il a attribué à chacun des pays intéressés une île différente à mettre en valeur.

Une telle prudence vient évidemment du fait qu'un non-alignement attentif est vital pour un pays aussi vulnérable et stratégique que le Cap-Vert. Ici, en effet, Américains, Chinois et Soviétiques — ces derniers équipant une petite armée d'un millier d'hommes — se suivent de près. S'ils ne sont pas véritablement intéressés à y acquérir une base militaire, aucun d'eux n'admettrait que l'autre en installât une. L'archipel doit veiller à un équilibre délicat. Ainsi, les lourds frais d'entretien du grand aéroport construit à Sal par les

Portugais n'autorisant pas Praia, comme le voulait l'OUA, à se passer de l'argent versé depuis 1965 par les *South African Airways* pour leurs escales, le gouvernement capverdien a accueilli en compensation les avions de la Cubana, qui transporte les militaires cubains envoyés épauler les troupes angolaises, face à la guérilla de l'UNITA soutenue par Pretoria.

Ces rencontres obligées, sur les pistes de Sal, entre des citoyens de pays dont les troupes se combattent sur la frontière anglo-namibienne, ont d'ailleurs fini par désigner le Cap-Vert pour organiser chez lui des contacts concernant l'Afrique australe : entre le Mozambique et l'Afrique du Sud — ils ont abouti aux accords de Nkomati — entre des délégués de Pretoria et de Luanda, puis entre Américains et Angolais. Praia a même réussi en 1981 à réconcilier Luanda et Dakar qui condamnait la présence de soldats cubains en Angola.

Bons offices qui ont encore accru la bonne réputation des dirigeants capverdiens aux yeux de la communauté internationale, mais qui ne lui ont pas apporté les investissements qui lui permettraient de se passer de son aide caritative. A se demander si cet archipel n'est pas considéré par les pays industriels donateurs comme une sorte de parc naturel, image pour eux du paradis perdu, où il convient de préserver avant tout l'écologie. Plus prosaïquement, la crise les rend-elle sans doute plus enclins à trouver des marchés qu'à créer chez les autres des industries concurrentes des leurs (2).

Éric Makédonsky
et **Jeanne Makédonsky**

(2) Pour une bonne connaissance de l'archipel du Cap-Vert, lire le livre de Marie-Paule de Pina, *Les îles du Cap-Vert*, 224 pages, Karthala, 1987.